

M. George W. Ball, grande autorité américaine en matière de commerce international, a déclaré l'autre jour que si on retardait fatalement à réorganiser l'économie mondiale ou que si le désarroi actuel se prolongeait longtemps, des pressions protectionnistes montantes pourraient conduire à une guerre commerciale destructive ou à une dévaluation par concurrence, ou aux deux à la fois, et, par voix de conséquence, à une catastrophe sur laquelle on ne saurait trop insister. Pour les Américains, le commerce avec l'étranger est un élément relativement minime du produit national brut. Même M. Ball ne pouvait concevoir de moyens grâce auxquels les États-Unis pourraient s'immuniser contre la crise mondiale qui s'ensuivrait peut-être. Si cette constatation est vraie de l'énorme économie américaine, elle est encore plus vraie et plus terrifiante dans le cas des pays plus petits et plus vulnérables tels que le Canada. Compte tenu de cette considération, espérons que la stratégie de M. Nixon, qui utilise le levier d'une surtaxe à l'importation pour forcer les pays à réaligner leur parité monétaire en rapport avec le dollar, de fait fera voir le véritable pouvoir d'achat de la devise. La conséquence devrait être le rétablissement, pour les États-Unis, de la balance des paiements. Mais cela exigera l'entière collaboration de puissants intérêts hors des États-Unis, et il faut aussi l'approbation des Américains et du Congrès, qui, en définitive établissent la politique tarifaire. Toutes les mesures prises par le gouvernement américain jusqu'ici seront jetées par-dessus bord une fois que la balance des paiements sera rétablie, mais elles pourraient bien acquérir une vie propre et on sait fort bien que les mesures temporaires durent pendant des années. C'est d'autant plus regrettable que les industries américaines à frais élevés voudront être protégées par des restrictions à l'importation des produits étrangers, et on ne les abandonnera probablement pas, surtout à une époque de chômage considérable, et une année d'élection ferait paraître la chose très attrayante. Mais M. Ball demeurait optimiste, étant donné que la guerre économique joue contre son objectif, si on se rappelle les destructions dont les années trente ont été témoin et les guerres douanières de l'époque.

La séance est suspendue à 6 heures.

* * *

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

M. Ritchie: Monsieur l'Orateur, lorsque la cloche a sonné, à six heures, j'essayais de démontrer que les nouvelles mesures fiscales s'appuyaient sur une erreur et que nous nous trouvons maintenant dans de nouvelles circonstances qui les rendent quelque peu impraticables et un peu moins utiles qu'elles n'auraient pu l'être.

Dans le rapport annuel du Fonds monétaire international publié cette semaine, on compare la situation à celle que représente une carte mondiale de 1944. Elle décrit avec précision et en détail un système monétaire qui n'existe plus. Il ne fait aucun doute qu'une fois que les nations industrielles auront vécu une période de négociations et d'ajustements, elles adopteront de nouveaux régimes monétaires à structure régulière qui ne seront certainement pas reliés au système de Bretton Woods qui comporte des parités fixes et de piètres mécanismes d'ajustement, et aussi une étroite dépendance à l'égard du dollar américain comme réserve et comme monnaie de référence. Le 7 mars 1969, dans un discours sur les modifications au Fonds monétaire international et au fonds des

[M. Ritchie.]

changes, j'ai proposé qu'on rende le taux de change plus souple en recourant aux taux à cheville rampante. J'ai alors recommandé que le Canada prenne l'initiative de la réforme du régime monétaire international. L'effondrement du système monétaire est venu de l'accroissement massif des réserves internationales de 16 milliards de dollars et les deux tiers de l'augmentation des réserves mondiales en 1970 se sont concentrés dans quatre pays: l'Allemagne de l'Ouest, le Canada, le Japon et la France. La principale cause en a été le déficit de la balance des paiements des États-Unis. On aurait pu empêcher cette situation, notamment en assurant une plus grande souplesse sur une certaine période de temps afin de permettre aux devises de mieux établir leurs rapports entre elles.

A mon avis, le bill n'aidera pas les industries touchées par la surtaxe. Selon les témoignages fournis au comité, le bill encouragera le favoritisme et le régionalisme. Les versements doivent se faire sur une base individuelle. Il semble assez évident que l'entreprise qui aura l'oreille de la Commission obtiendra l'argent. Ce n'est pas bon. Le bill est conçu de façon à favoriser la concentration de l'industrie dans une région choisie par opportunisme politique. Le gouvernement aurait bien mieux fait de tenter de détourner le gros de nos exportations des États-Unis et de renforcer ces sociétés dans les régions où nous pourrions réaliser d'importants progrès. Les nouveaux cours du change devraient accroître notre aptitude à soutenir la concurrence surtout sur le marché d'Europe occidentale et du Japon. Il me semble que de préférence au bill on aurait pu recourir à un dégrèvement d'impôts pour stimuler l'expansion des exportations vers ces pays. La décision des États-Unis aura pour résultat de réduire leurs dépenses en vue d'améliorer l'économie nationale. Chose intéressante, on remet à un an la réforme de la sécurité sociale.

Dans le cadre du débat général sur l'impôt, je signalerais que le Canada est assailli par bien des problèmes. Les plus pressants, pour l'instant, se situent dans les domaines où le gouvernement a remporté le moins de succès: la croissance économique et, dans un sens, la participation du Canada sur le plan international. Le rapport de cette dernière avec la croissance économique est évidente, surtout au Canada, sixième nation commerciale au monde qui exporte l'équivalent du tiers de sa production.

En présentant ces changements au régime fiscal, le gouvernement a plutôt songé à l'égalité de traitement qu'à la croissance économique. Il y a lieu de se souvenir que depuis 20 ans nous avons vu des changements importants dans la croissance démographique. Nous subissons toujours le contre-coup du taux élevé de la natalité des années 50 et de l'arrivée sur le marché de ces gens. Si l'on songe qu'en 1957, 500,000 enfants sont nés au Canada par rapport à quelque 360,000 l'an dernier, il faut reconnaître que pendant encore quelques années à venir nous serons engagés à leur fournir des emplois.

Les réformes fiscales nous arrivent trop tôt, je pense. L'idée de faire passer l'égalité de traitement avant la croissance économique aurait pu être remise à quelques années, je crois. Pour encourager la croissance économique il faut encourager l'épargne. Par définition, l'épargne et l'investissement peuvent être réalisés uniquement par ce qui reste après la consommation. Il faut dépenser moins que l'on ne gagne. L'investissement de capitaux, le principal facteur de croissance, ne peut être financé que par l'épargne.